



LE DÉPARTEMENT

PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Convention relative à l'action :
Accompagnement à l'embellissement de son logement

Année 2020

ENTRE :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

ET :

L'ASSOCIATION « RÉGIE DES QUARTIERS DU VALENTINOIS », 38-40 rue Verdi, 26000 VALENCE, représentée par son Président, dûment habilité par son conseil d'administration, et ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

L'association REGIE DE QUARTIER DU VALENTINOIS a pour objet d'améliorer la vie quotidienne des habitants des quartiers en difficulté de l'agglomération valentinoise en les impliquant dans différentes activités de service et d'utilité collective. La Régie a une vocation sociale et économique. La Régie a un rôle social à jouer, en favorisant une meilleure communication entre les habitants et avec l'ensemble des structures existantes sur le quartier.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action : « Accompagnement à l'embellissement de son logement ».

Cette action consiste principalement à permettre à des bénéficiaires du RSA et à des ménages défavorisés, familles ou femmes seules, d'acquérir ou de retrouver un ensemble de capacités pour s'inscrire dans une dynamique d'échanges sociaux et devenir acteurs de leur insertion.

Au travers d'un accompagnement technique et pédagogique, l'action permettra :

- la réalisation de travaux de peinture et de tapisserie
- l'embellissement de logements mal entretenus ou dégradés
- l'impulsion d'une dynamique de remobilisation des ménages, de confiance en soi, appuyée sur l'amélioration du cadre de vie.

Article 2 – Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'association s'engage à :

- INTERVENIR, annuellement auprès d'un minimum de **16 bénéficiaires de minima sociaux ou bénéficiaires du RSA** titulaires d'un contrat d'engagement réciproque en matière d'insertion, ménages relevant du PDALHPD :
 - vivant dans un environnement social restreint et/ou une vie familiale souvent déstabilisée
 - ayant socialement perdu des repères
 - exprimant un sentiment d'inutilité sociale ou d'échec
 - présentant des motivations à rompre son isolement
 - en capacité à s'engager dans une démarche collective ou individuelle.

L'association devra :

- sur sollicitation de l'adjoint logement, PROCEDER à une visite préalable avec le référent social du bénéficiaire de l'action .
- ETABLIR la liste des travaux à effectuer, ainsi que le type d'accompagnement à conduire, document qui sera validé avant toute intervention par l'adjoint logement.
- ACCOMPAGNER le bénéficiaire à chaque étape de la mise en œuvre de l'action (devis, réalisation, vérification).
- SE COORDONNER avec les bailleurs et les partenaires sociaux concernés et l'adjoint logement du Pôle logement Grand Valentinois.
- UTILISER les outils méthodologiques adéquats (grille d'évaluation individuelle et collective, fiche diagnostic, fiche d'information initiale).

L'association s'engage à :

- AFFECTER un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite de l'action. Tout changement d'intervenant devra être signalé à l'adjoint logement du Pôle logement Grand Valentinois. L'association s'engage à fournir tous les documents concernant la qualification et le temps de mise à disposition des intervenants sur l'action.
- SE CONFORMER à l'ensemble des obligations afférentes à la réglementation en vigueur.

- METTRE EN OEUVRE les moyens nécessaires pour faciliter l'insertion des bénéficiaires. La progression des bénéficiaires sera évaluée au regard des objectifs énoncés et écrits dans le projet.
- PARTICIPER, dans le cadre d'un partenariat, à des rencontres régulières avec les référents des bénéficiaires, le représentant du pôle logement, pour faire le point de l'évolution des actions individuelles mises en place. Ces réunions seront organisées à l'initiative de l'adjoint logement.
- TRANSMETTRE au référent social et à l'adjoint logement un bilan individualisé de l'action achevée, des acquis du bénéficiaire, des aspects restant à travailler et des préconisations éventuelles.
- En cas de renoncement du bénéficiaire, l'association informe le référent et l'adjoint logement en précisant les raisons ayant conduit à cette rupture.
- FAIRE APPARAÎTRE l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 - Obligations du Département

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **16 000 €** en compensation de l'intégralité de l'action.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité annuel visé à l'article 4.

Article 4 – Évaluation

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-valence@ladrome.fr

- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'Adjoint logement concerné.
- ⇒ **Documents bilan annuel** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** Basé sur les fiches collectives d'évaluation, il devra comprendre :
 - Nombre de ménages concernés par l'action en précisant le nombre de bénéficiaires du RSA ;
 - Nombre de ménages et plus particulièrement de bénéficiaires RSA ayant progressé dans la résolution de leurs problèmes, leur mobilisation dans l'action et une analyse sur les résultats en lien avec les objectifs
 - Nombre de ménages et plus particulièrement de bénéficiaires du RSA orientés vers un autre dispositif et lequel ;
 - Préciser le cas échéant, les raisons pour lesquelles les ménages et plus particulièrement les bénéficiaires du RSA n'ont pas atteint les objectifs d'insertion prévus à l'entrée de l'action et analyser celles-ci.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :
 - Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
 - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGDP (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le 29/05/2020



ID : 026-222600017-20200529-CONVREGIEQUART-CC